

AFRICA EDUCATION WATCH: SIERRA LEONE

LEÇONS DE BONNE GOUVERNANCE
POUR L'ÉDUCATION PRIMAIRE

On peut retracer l'origine de l'éducation formelle dispensée en Sierra Leone aux missionnaires chrétiens qui ont ouvert les premières écoles et autres institutions d'enseignement au cours du 18ème siècle. À l'heure actuelle, l'éducation primaire est gratuite pour tous les enfants dès l'âge de 6 ans et depuis 2006, les écoles publiques et les établissements soutenus par l'État sont gérés au niveau local.

Dans le cadre du programme triennal Africa Education Watch, le National Accountability Group, la section nationale de Transparency International au Sierra Leone, a cherché à savoir si les nouveaux systèmes décentralisés de gestion de l'éducation sont en mesure de freiner et de prévenir la corruption. L'étude a examiné si l'administration scolaire fait désormais l'objet d'une gouvernance pleinement responsable et si les systèmes de gouvernance participatifs rapprochent effectivement le service public des usagers finaux, en particulier des parents.

Les objectifs clés du programme sont:

- d'identifier les niveaux de fuites et de retards dans le versement des ressources du gouvernement central jusqu'aux écoles
- de déterminer le montant des frais (illégaux) et autre coûts supportés par les parents
- d'évaluer les structures de responsabilité décentralisées et déterminer dans quelle mesure celles-ci sont efficaces pour contrôler les ressources et prévenir la corruption.

LES RÉPONDANTS AFRICA EDUCATION WATCH: SIERRA LEONE

Public (parents/tuteurs)	1,069
Directeurs d'écoles	54
Présidents d'association de parents d'élèves/ membres de comité de gestion scolaire	50
Directeurs pour l'éducation au niveau du district	4

INFORMATIONS PAYS*

Education primaire au Sierra Leone	GRATUITE
Durée du cycle primaire	6 ans
Population en 2007	6m
PNB par habitant en 2007 (en \$ PPA)	679
Pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25\$ par jour	53.4%
Nombre d'enfants en âge d'aller à l'école primaire (2006)	0.9m



RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

- 52 % des parents ont déclaré que la qualité de l'éducation de leurs enfants est insuffisante.
- 62 % des parents ont affirmé avoir payé des frais d'inscriptions, qui sont illégaux.
- 56 % des parents ont déclaré qu'il n'y a pas suffisamment d'enseignants et 37 % ont estimé que les enseignants ne sont pas qualifiés.
- 48 % des chefs d'établissement ne bénéficient d'aucune formation à la gestion financière.
- 22 % des individus interrogés ont rapporté des cas de détournements de fonds dans les écoles, et 27 % ont signalé des cas de versement de pot-de-vin au sein du système scolaire.
- 70 % des parents n'ont jamais cherché à obtenir des informations financières concernant l'école de leur enfant.
- 80 % des écoles ont une comptabilité inexistante ou incomplète.

“ 62 % des parents ont affirmé avoir payé des frais d'inscriptions, qui sont illégaux ”

RECOMMANDATIONS

- Les salaires des enseignants devraient être augmentés, de façon à motiver et améliorer les performances des équipes enseignantes.
- L'augmentation du nombre d'inscriptions à l'école implique que les établissements scolaires nécessitent des investissements supplémentaires, notamment en termes d'amélioration des infrastructures, de mobilier et d'équipements scolaires.
- Il devrait y avoir davantage d'inspections scolaires, de façon à enrayer la corruption.
- Il faudrait augmenter les investissements en capital du gouvernement et au travers des bailleurs de fonds, de façon à améliorer et à développer le secteur de l'éducation.
- Les parents et les communautés locales devraient être encouragés à participer davantage à l'éducation, et cette participation devrait être rendue possible de manière transparente et responsable.
- Il est nécessaire d'accroître la formation et d'élaborer des politiques visant à faire en sorte que les responsables de la gestion du secteur de l'éducation primaire opèrent de manière transparente et rendent compte de leurs actions.

Contact

Si vous désirez en savoir plus sur le programme, veuillez contacter:

Département Afrique et Moyen-Orient
Secrétariat International de Transparency International

Alt Moabit 96
10559 Berlin, Allemagne

Tel: +49-30-34 38 200

Fax: +49-30-34 70 39 12

Email: ti@transparency.org